

**Turquie - Résultats du référendum -
Déclaration du porte-parole du
ministère des affaires étrangères et
du développement international
(Paris, 16 avril 2017)**

La France prend acte de l'annonce des résultats du référendum qui s'est tenu le 16 avril en Turquie sur les amendements à la Constitution adoptés par la Grande Assemblée nationale le 21 janvier dernier. Elle relève un résultat particulièrement serré qui ne rend que plus nécessaire un dialogue avec les forces d'opposition.

Elle examinera avec attention le rapport d'évaluation de l'OSCE et des membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui ont participé à l'observation de ce scrutin.

Ces amendements constitutionnels introduisent des modifications significatives du système de gouvernement en Turquie.

La France, avec l'Union européenne, encourage la Turquie à envisager les prochaines étapes dans un esprit de rassemblement, en conformité avec les valeurs et engagements pris au sein du Conseil de l'Europe, au nombre desquels le respect du pluralisme, de la séparation des pouvoirs et de l'État de droit. Elle appelle également le gouvernement turc à se conformer à la Convention européenne des droits de l'Homme, dont la Turquie est signataire, et qui proscrit notamment le recours à la peine de mort./.